

Pas d'évaluation pour la Région



COUR DES COMPTES

Le Président socialiste de la Région ne souhaite pas que ses politiques régionales soient évaluées. En effet, un rapport de la Chambre Régionale des Comptes, en charge du contrôle de la gestion de la collectivité, a sorti un rapport d'observations définitives. Ce dernier relève que les fonctions de contrôle et d'audit sont peu organisées et rarement tournées vers le contrôle de la performance des politiques menées. Le rapport dénonce également un manque de prospective financière et l'insuffisance des outils de pilotage. Il va même plus loin en relevant des irrégularités et des anomalies sur les marchés relatifs aux systèmes d'information. Enfin, en

matière de contrats de territoires, la chambre regrette que la Région et les deux départements obéissent à une logique de guichet plutôt qu'à une logique de projet. Comme nous l'avons toujours dit, tout cela montre bien l'absence de vision d'avenir et le manque de cadrage pluriannuel des priorités annoncées. Le Conseil Régional n'a pas fixé de cap et semble naviguer à vue avec l'argent des contribuables...

Mairie-Hélène ROUX
Conseillère Régionale



L'art de la consultation pour rien

Le 28 septembre 2009, le président de la région Haute-Normandie déclare dans un journal local : « pour la nouvelle gare rouennaise à Saint-Sever sur la rive gauche, je considère que les choses sont tranchées ». Une ligne TGV reliera Paris à Rouen en 45 minutes grâce au Président de la République et à son ambition de construire le Grand Paris jusqu'aux ports de Rouen et du Havre. Après cette annonce, M. Le Vern est pris d'une frénésie hallucinante pour défendre son choix : la Région expose la future gare dans les lieux publics et les centres commerciaux, s'offre des panneaux publicitaires (tout cela est payé par le contribuable bien sûr !) alors que la création d'une ligne TGV Paris-Rouen-Le Havre change complètement la donne. Un comité de pilotage a été mis en place par le ministre des transports mi-octobre : plusieurs mois d'études par des experts seront nécessaires pour rendre des conclusions et aborder les enjeux sur les plans techniques et structurels.

Qu'a fait la Région depuis 10 ans pour améliorer le triste sort des Rouennais sur le trajet Rouen-Paris ?

Le choix du site d'une gare est actuellement un faux débat lorsque le comité de pilotage rendra ses conclusions, le ministre des transports a annoncé qu'un débat public aura lieu fin 2010-début 2011.

Permettez-moi de penser que la campagne publicitaire lancée à la va-vite et ses huit réunions publiques programmées ont une certaine similitude avec la consultation citoyenne et les réunions publiques sur l'ex-Palais des Congrès...

Laisser croire aux Rouennais et aux Hauts-Normands que les socialistes sont particulièrement attentifs à leur quotidien est choquant alors, qu'au contraire, ils prouvent que seule leur auto-promotion les intéresse.

Monique LEBRETON



Incivilités sur les Hauts

La nouvelle unité de police (uteq) des Hauts de Rouen est victime depuis son arrivée en juin dernier de nombreux actes d'incivilité qui se font de plus en plus violents avec en point d'orgue tout récemment une attaque de leur véhicule, particulièrement grave. En effet, une pierre de 10 Kg a été jetée depuis un toit d'immeuble sur le toit du véhicule de police, clairement identifiable. Par miracle, il n'y a pas eu de blessés. Il ne faut certainement pas laisser passer ça. Après le décès tragique d'une habitante des hauts de Rouen l'année dernière suite à un rodéo, les violences reprennent de plus belle : de nombreux véhicules sont brûlés, le commissariat des sapins a été la cible de tentatives d'incendie. Les habitants sont excédés de vivre dans ce climat d'insécurité. Ces quartiers ne doivent pas devenir une zone de non droit où une petite minorité de voyous fait vivre un enfer aux autres habitants qui n'aspirent qu'à la tranquillité et à une qualité de vie acceptable. Ceci rejoint l'analyse de Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur, concernant sa

mission : « la mission que m'ont confiée le Président de la République et le Premier Ministre est claire : assurer la sécurité partout et pour TOUS. Les honnêtes gens ont le droit à la tranquillité. Il n'y aura donc aucun territoire oublié et aucune population négligée ». C'est pourquoi, la présence de la police est primordiale pour rassurer la population et interpeller les fauteurs de trouble.



Céline VALET



Plan cancer, un plan ambitieux

Nicolas Sarkozy a relancé le Lundi 2 novembre 2009 à Marseille un plan cancer 2, doté de près de 750 millions d'euros de nouvelles dépenses.

Ce nouveau plan, prend en compte des mesures pour de meilleurs accès aux soins aux malades, des traitements plus efficaces et des aides pour faire progresser la recherche dans la lutte contre le cancer. N'oublions pas que celui-ci représente 350 000 nouveaux cas en France par an. Ce plan s'articulera sur les recommandations du Professeur Jean-Pierre GRUNFELD. Il est composé de trois parties : « *Comment peut-t-on faire pour être meilleurs demain ?* » ; « *Réduire les inégalités dans les régions* » ; et, enfin, le dernier et troisième objectif portera sur « *Comment vit-on après le cancer ?* »

On notera prioritairement dans ce plan, un objectif de 20 % de spécialistes en plus tels que les oncologues, les radiothérapeutes ainsi que les hématologues pour garantir à l'avenir une qualité autant dans les soins que dans la recherche. Une centaine d'étudiants supplémentaires dans la formation des radiophysiciens. Ainsi que 15% sera attribué à l'étude des risques environnementaux et comportementaux. Même si aujourd'hui l'hygiène de vie est un facteur important sur le risque d'être touché par le cancer, cela va de soit que même si l'on note des disparités socioprofessionnelles, il n'en va pas moins qu'il peut toucher chacun d'entre nous.

Les cancers les plus contractés en France sont ceux du pharynx, des poumons, du colon rectum et du sein chez la femme. Les diagnostics et traitements de pointe doivent être accessibles au plus grand nombre dans toutes les régions comme le dit le président de la république. Aujourd'hui notre pays manque d'IRM pour le diagnostic et la surveillance des cancers c'est ainsi que le plan comportera également 74 machines en plus.



Importante mesure quand l'on observe les délais d'attente qui aujourd'hui sont en moyenne de 30 jours pour obtenir un rendez-vous.

Dans notre région, les cancers sont responsables de plus de 40 % des décès prématurés. Après quelques visites en centre hospitalier et suite à des conversations avec des personnes atteintes d'un cancer, on s'aperçoit aujourd'hui qu'il est urgent de restructurer les prises en charges des malades, que les ALD doivent être prises en comptes pour les soins et consultations par les cliniques et hôpitaux, ce qui n'est pas forcément le cas encore dans toutes les structures. De plus, les malades doivent recevoir l'accompagnement médical et administratif par des agents sociaux. Car la guérison passe aussi par le bien-être du patient, il faut que le patient ait accès aux prêts et assurances vies comme n'importe quel individu. Aujourd'hui seulement 50 % des cancers sont suivis de guérissons et c'est bien peu !

Emélia AMPFIL



Retour à Pittsburgh

Les Européens peuvent se féliciter d'avoir marqué des points, à Pittsburgh, sur la régulation financière. «Nous avons un accord global qui permettra de contrôler les banques et les bonus», s'est félicité Nicolas Sarkozy. Le président français a parlé d'un changement «historique» et «complet» sur la réglementation financière. «Pour la première fois, les banques centrales disposeront du pouvoir de limiter le montant global des bonus» a insisté Nicolas Sarkozy. La France a arraché aux Américains un accord sur la limitation des bonus «en pourcentage du revenu net bancaire», lorsqu'une banque «ne dispose pas de fonds propres suffisants». Lorsqu'une banque fait des profits, la priorité ira aux fonds propres plus qu'aux bonus.

Les règles retenues par le G20 pour encadrer les primes des traders reprennent point par point les normes en vigueur en

France depuis cet été. A savoir : pas de bonus garantis au delà d'un an ; un versement différé sur trois ans ; introduction d'un «malus» en cas de contre-performance du trader. La vérification de ces bonnes pratiques sera du ressort des régulateurs nationaux, lesquels pourront imposer des sanctions s'ils le souhaitent.

Les Européens ont également obtenu que des «sanctions» puissent être prises à partir de mars 2010 à l'encontre des paradis fiscaux qui n'auront pas signé les douze conventions fiscales aux normes OCDE. «Le secret bancaire, les paradis fiscaux c'est fini» s'est réjoui Nicolas Sarkozy.

Jean-François BURES
Conseiller National



Le Comité de rédaction de 'Réussir Ensemble' !

• Ne pas jeter sur la voie publique •

**Retrouvez l'actualité Locale & Nationale sur
notre blog : umprouen.typepad.com**

UMP Rouen
8 place de la Haute Vieille Tour.
Téléphone : 02 35 70 01 84

